

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## UA: Ali Bongo Ondimba prône la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**W**EEK-END particulièrement chargé pour le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Après avoir pris part, la veille, par visioconférence, au 13e Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), le numéro un gabonais a également fait entendre la voix de notre pays, hier, au cours du 14e Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'UA sur l'Initiative "Faire taire les armes en Afrique".

Placée sous le thème, "Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique", cette rencontre de haut niveau, également tenue par visioconférence, a permis au chef de l'État d'explorer, avec ses pairs, les voies et moyens de

De fait, Ali Bongo Ondimba s'est appesanti sur «les problématiques de paix, de sécurité et de stabilité, gages de développement pour les États...»



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son intervention.

mettre un terme aux conflits armés sur le continent. De fait, Ali Bongo Ondimba s'est appesanti sur "les problématiques de paix, de sécurité et de stabilité, gages de développement pour les États et les populations africaines". Des problématiques d'autant plus pertinentes qu'il est difficile, en effet, aux yeux du président de la République, d'entrevoir l'essor et la prospérité économique du continent dans un environnement larvé de violences. Notamment à un moment où, un peu partout, en plus des conflits armés, du terrorisme et des trafics en tout genre, de nombreux pays africains sont en proie à des crises de séparatismes accentuées par la prolifération des armes légères et de petit calibre.

Sur ce, les leaders du continent se sont engagés à tout mettre en œuvre pour créer les conditions propices pour un développement de la jeunesse africaine. Tout en adoptant, entre autres, la Déclaration de Johannesburg. Après avoir pris acte du rapport du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, sur les efforts déployés par l'UA pour faire taire les armes en Afrique. L'adoption de la Déclaration de Johannesburg est un acte politique particulièrement fort, à plus d'un titre. Tant elle souligne l'ambition et la volonté collective des États du continent à se donner les moyens de venir à bout de toute forme de conflits armés, source d'instabilité. Ce, dans l'optique de l'Agenda 2063 de l'UA.

## Gabon-Sierra Leone: Julius Maada Bio attendu aujourd'hui à Libreville



Le chef de l'État de la Sierra Leone, Julius Maada Bio.

J.K.M  
Libreville/Gabon

**L**e chef de l'État de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, est attendu aujourd'hui dans la capitale gabonaise. En visite de travail et d'amitié de quarante-huit heures, cette illustre personnalité aura, entre autres activités, un entretien avec son homologue gabonais Ali Bongo Ondimba. Nul doute que les deux dirigeants devraient, à

cette occasion, explorer les voies et moyens de renforcer la coopération entre leurs deux pays respectifs, notamment dans les domaines aéroportuaire et commercial. Julius Maada Bio effectuera par là sa première visite en terre gabonaise. Pour rappel, la Sierra Leone est un État d'Afrique de l'Ouest, peuplé d'un peu plus de 7 millions d'habitants, dont la capitale est Freetown... Libreville en anglais.

## Nos sincères excuses

Cela n'arrive pas tous les jours, reconnaissons-le. De manière exceptionnelle, vos deux chroniques paraissant lundi ont été "sacrifiées" à cause de l'abondance de l'actualité. Le week-end écoulé ayant été particulièrement riche en événements politiques (lire par ailleurs)... Rendez-vous est pris pour lundi prochain. Nos sincères excuses à tous.

## ZLECAF: le chef de l'État relève "une opportunité pour l'économie gabonaise"

J.K.M  
Libreville/Gabon

**A**U cours du 13e Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) sur la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF), tenu samedi dernier, par visioconférence, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a édifié ses pairs sur les actions menées par notre pays en vue d'être fin prêt en janvier prochain, date prévue pour l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange commercial

entre pays africains. Le chef de l'État s'est voulu optimiste et rassurant. Tant cet accord représente une immense opportunité pour l'économie gabonaise résolument engagée dans un processus de diversification. Ce, d'autant plus que, les entreprises gabonaises auront accès à un marché de plus d'un 1,2 milliard de consommateurs, représentant un produit intérieur brut (PIB) estimé, selon les spécialistes, à 2 500 milliards de dollars. Ce qui devrait induire des changements durables et bénéfiques en matière, entre autres, d'industrialisation et de services

tout en dynamisant le marché de l'emploi. C'est le 2 juillet 2019 que le Gabon a ratifié le Traité instituant la ZLECAF dont le secrétariat permanent, basé à Accra (Ghana), a été inauguré en août dernier. À l'heure où la planète est confrontée à la pandémie de coronavirus, la ZLECAF constitue un formidable levier de croissance, un moteur de développement des échanges intra-africains. Une ambition commune africaine de réduire la dépendance du continent vis-à-vis du reste du monde.



Ali Bongo Ondimba intervenant lors du sommet de l'UA sur la ZLECAF.